

**ARRÊTÉ DIDD-2022 n° 23 du 1^{er} février 2022
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement -
AUTORISATION**

**Société META BIO ENERGIES
à OMBREE D'ANJOU**

**Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V, ses articles L.541-32, L.181-14, L.511-1, R.181-45 ;

Vu le décret du Président de la République du 28 octobre 2020, portant nomination de M. Pierre ORY en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

Vu le décret du Président de la République du 28 février 2019, portant nomination de Mme Magali DAVERTON, sous-préfète hors classe, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application de 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2010 (DIDD-2010-n° 443) antérieurement délivré à la société META BIO ENERGIES pour l'exploitation d'une unité de méthanisation et de compostage de matières fermentescibles sur le territoire de la commune d'Ombree d'Anjou (commune déléguée de Combrée), ZA de Bel-Air ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2015 (DIDD-2015-n° 390), autorisant la mise en service du second moteur de cogénération ;

Vu le décret n° 2018-458 du 6 juin 2018 modifiant la nomenclature des installations classées et certaines dispositions du Code de l'environnement (rubrique 2781) ;

Vu la demande de modification des conditions d'exploiter et de cessation partielle d'activité, présentée le 24 juin 2021, complétée le 22 septembre 2021 par META BIO ENERGIES ;

Vu l'arrêté préfectoral DIDD 2022 – n° 7 du 12 janvier 2022 portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ; le projet d'extension de l'unité de méthanisation de biodéchets est dispensé d'étude d'impact ;

Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure portant prescription de mesures d'urgence DIDD-2019-n° 33 du 4 février 2019 suite à l'incendie du compostage ;

Vu l'arrêté préfectoral SG/MPCC n° 2021-059 du 7 septembre 2021 portant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, Secrétaire générale de la préfecture ;

Vu la nécessité de mettre à jour les prescriptions qui fixent les conditions d'exploitation de l'établissement en raison de la demande d'extension du tonnage de biodéchets à méthaniser ;

Vu la proposition d'usage futur du type industriel, définie en accord avec la mairie de la commune de Combrée - OMBREE D'ANJOU ;

Vu la demande la société META BIO ENERGIES de mise à jour de son classement ;

Vu le rapport et les propositions en date du 19 janvier 2022 de l'inspection des installations classées ;

Vu les observations adressées à la DREAL le 24 janvier 2022 par le demandeur sur le projet d'arrêté ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 25 janvier 2022 par la préfecture ;

Vu le message électronique de l'exploitant, du 27 janvier 2022, indiquant qu'il n'a pas de remarque à formuler sur le projet d'arrêté ;

CONSIDERANT la rubrique 2791 autorisée dans l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2010 (DIDD-2010-n° 443) ;

CONSIDERANT la suppression par erreur de la rubrique 2791 dans l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2015 (DIDD-2015-n° 390) ;

CONSIDERANT l'arrêt des apports de compost et l'évacuation des matières, constaté lors de l'inspection du 19 mars 2019 réalisée par la DREAL ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L. 512-1 du titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés par les articles L 211-1 et L 511-1 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition de la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Titre 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales

Article 1 – Installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

L'article 1.3 de l'arrêté préfectoral DIDD-2015-n° 390 du 27 octobre 2015 modifiant l'arrêté du 1^{er} septembre 2010 autorisant la société META BIO ENERGIES à exploiter une unité de méthanisation et de compostage de déchets fermentescibles à Combrée est modifié comme suit :

« Article 1.3 – Installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubriques	Libellés des rubriques et seuils de classement	Natures et volumes des activités	Régime(*)
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971 La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	90 t/j	A
2781-1 b)	Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production Méthanisation de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires, lactosérum et déchets végétaux d'industries agroalimentaires La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 30 t/j et inférieure à 100 t/j	82 t/j (pour l'ensemble de la rubrique 2781)	E
2781-2 b)	Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production Méthanisation d'autres déchets non dangereux La quantité de matières traitées étant inférieure à 100 t/j	82 t/j (pour l'ensemble de la rubrique 2781)	E
2910.B.1	Installations de combustion Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b (ii) ou au b (iii) ou au b (v) de la définition de biomasse Uniquement de la biomasse telle que définie au b (ii) ou au b (iii) ou au b (v) de la définition de biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement , avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW mais inférieure à 50 MW	2 Moteurs de Cogénération 4,736 MW 1 chaudière de secours 1,4 MW	E
2171	Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole Le dépôt étant supérieur à 200 m ³	10 000 m ³	D

(*) A (Autorisation), E (Enregistrement), DC ou D (Déclaration), NC (non classé)

Les activités du site ne relèvent pas d'un classement SEVESO ni IED.

L'exploitant est autorisé à méthaniser 27 000 tonnes par an de matière première entrante.

Article 2 – Installations visées par une rubrique de la loi sur l'eau

Rubriques IOTA	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime(*)
21.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Surface du projet : 5,45 ha	D

Article 3 – Origine des approvisionnements en eau

L'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2010 autorisant la société META BIO ENERGIES à

exploiter une unité de méthanisation et de compostage de déchets fermentescibles à Combrée est modifié comme suit :

« Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités à 10 000 m³ par an depuis le réseau d'eau de ville.

Les arrivées d'eau sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs des quantités prélevées. Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. »

Article 4 – Législations et réglementations applicables

L'article 1.5 de l'arrêté préfectoral DIDD-2015-n° 390 du 27 octobre 2015 modifiant l'arrêté du 1^{er} septembre 2010 précité relatif aux « Arrêtés, circulaires, instruction applicables » est complété par le tableau suivant :

Dates	Références des textes spécifiques à l'établissement
12/08/10	Arrêté du 12/08/2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
31/05/12	Arrêtés fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières en application de l'Art R. 516-1 du Code de l'environnement
31/05/12	Arrêté les modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines
31/07/12	Arrêté relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues par l'article R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement
31/05/21	Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets

Article 5 – Locaux de stockage des biodéchets

Le présent arrêté autorise le stockage de biodéchets non périssables et non SPA dans un local de 755 m² (voir plan en annexe). Le local dispose des moyens de prévention et de lutte contre l'incendie (trappes désenfumage, détection incendie, moyens d'extinction appropriés, etc.).

Le local est autorisé à entreposer 800 m³, soit 250 tonnes de biodéchets. Les stockages sont organisés en 3 îlots avec des allées de circulation entre chaque. Les hauteurs de stockage sont limitées à 2 mètres.

L'exploitant est autorisé à stocker 260 tonnes de biodéchets dans le bâtiment BIODEC (voir plan en annexe 1).

Article 6 – Filière de traitement

Les biodéchets déconditionnés qui ne sont pas méthanisés sur le site doivent être traités dans des installations adaptées dûment autorisées.

Article 7 – Les autres titres et articles des arrêtés préfectoraux DIDD-2010 n° 443 du 1^{er} septembre 2010 et DIDD-2015-n° 390 du 27 octobre 2015 n° 199 restent inchangés.

Titre 2 - Montant des garanties financières

Article 8 – Objet des garanties financières

Les garanties financières s'appliquent aux installations de transit, regroupement, tri ou traitement des déchets exercée par l'établissement de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des travaux de mise en sécurité du site, et, le cas échéant, des mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines. Elles font l'objet d'un contrat écrit avec un établissement de crédit ou une entreprise d'assurance lorsque le montant est au-dessus du seuil libératoire de 100 000 €.

Les modalités de leur application sont fixées par les textes de portée générale mentionnés à l'article 4 ci-avant.

L'exploitant adresse au préfet sous les trois mois à compter de la notification du présent arrêté, une proposition de calcul du montant de garanties financières sur la base de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines.

Article 9 – Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est basé sur une quantité maximale de déchets pouvant être entreposés sur le site, et notamment selon l'article 5 du présent arrêté en ce qui concerne les biodéchets, et l'arrêté interpréfectoral DIDD/BPEF/2021 n°173bis du 16 juin 2021, en ce qui concerne les digestats liquides.

Titre 3 - Cessation partielle d'activité

Article 10 – Périmètre de la cessation partielle d'activité

Seule l'activité de compostage est concernée par la cessation d'activité (voir plan en annexe). Les terrains concernés par l'ancienne activité de compostage ne sont pas libérés.

Les bâtiments relatifs à l'ancienne activité de compostage demeurent fermés, hormis le local de 755 m² d'accueil des biodéchets.

Dans le cadre de la cessation complète des activités, l'exploitant doit intégrer la cessation due à la présence des rubriques 2780-2, 2170-1 et 2171. L'exploitant doit informer l'inspection des installations classées de tout projet de libération des terrains concernés par l'ancienne activité de compostage, et définir l'usage futur de ces surfaces.

Titre 4 - Délais et voies de recours – publicité - exécution

Article 11 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 12 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté est notifiée à la société MÉTA BIO ÉNERGIES. Une copie est déposée aux archives de la mairie d'OMBREE D'ANJOU et affichée à la porte de cette mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par la mairie concernée, et transmis à la préfecture.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Maine et Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 13 – Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire, la Sous-Préfète de SEGRE EN ANJOU BLEU, le Maire d'OMBREE D'ANJOU, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à la société MÉTA BIO ÉNERGIES.

Fait à Angers, le 1^{er} février 2022
Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale de la préfecture,



Magali DAVERTON

ANNEXE 1 – Plan du site



